



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 23 décembre 2025

Références : DREAL/2025D/10616
Code AIOT : 0100292480

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 décembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI GL IMMOBILIER

Zone Artisanale - Lotissement La Faisanderie
Allée du Broc
40090 Saint-Avit

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 décembre 2025 de l'établissement exploité par la SCI GL IMMOBILIER et implanté Zone Artisanale - Lotissement La Faisanderie - Allée du Broc sur la commune de Saint-Avit. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SCI GL IMMOBILIER
Zone Artisanale - Lotissement La Faisanderie - Allée du Broc - 40090 Saint-Avit
Code AIOT : 0100292480
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Ancien garage automobile ayant accumulé des véhicules hors d'usage et autres déchets sur le site.

Un arrêté de mise en demeure de régularisation administrative et d'évacuation des VHU et autres déchets a été signé le 25 août 2025.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Régularisation administrative | AP de Mise en Demeure du 25/08/2025, Article 1 | Amende | / |
| 2 | Mesures conservatoires | AP de Mise en Demeure du 25/08/2025, Article 2 | Travaux d'office | / |

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté la mise en demeure du 25 août 2025 en ne procédant pas à la cessation d'activité ICPE demandée. Par ailleurs, à part quelques rares véhicules, l'état du site a peu évolué, la plupart des VHU sont toujours présents à la même place et dans le même état (voire encore plus dégradés par le temps).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'APMD du 25 août 2025 - Régularisation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/08/2025, Article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative |
| Prescription contrôlée : <p>La SCI GL IMMOBILIER, représentée par Monsieur LAFITTE Guy (gérant et ancien exploitant du garage automobile), est mise en demeure de régulariser la situation administrative des activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage visées par la rubrique 2712-1 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement, exercées sur le site sis Zone Artisanale - lotissement La Faisanderie - Allée du Broc, parcelles AL 9 et 49.</p> <p>L'exploitant est tenu de régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit en déposant la demande d'enregistrement nécessaire dans les conditions prévues par l'article R. 512-46-1 et suivants du Code de l'environnement (rubrique 2712-1), sous réserve de la compatibilité avec les documents d'urbanisme,• soit en cessant son activité et en remettant le site en état. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;• dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai les attestations prévues aux articles R. 512-46-25 et R. 512-46-27 du Code de l'environnement ;• dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé (télédéclaré sur la plateforme GUNenv) dans un délai de trois mois maximum. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ;• l'exploitant dispose de douze mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations. <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> |
| Constats : <p>Par courrier du 2 août 2025, l'exploitant avait indiqué prendre en charge l'évacuation des véhicules présents sur le terrain dans les délais fixés. Par courrier du 8 septembre 2025, l'exploitant a confirmé avoir choisi la cessation d'activité ICPE et la remise en état du site. Il indiquait également avoir commencé ce travail dès le 10 avril 2025, date de l'inspection.</p> <p>À la date de la présente inspection, l'exploitant n'a transmis aucun dossier de cessation d'activité ICPE et le site est loin d'avoir été remis en état. Il reste encore de nombreux véhicules hors d'usage.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet une amende administrative.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |

N° 2 : Suites de l'APMD du 25 août 2025 - Mesures conservatoires

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/08/2025, Article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires |
| Prescription contrôlée : La SCI GL IMMOBILIER procède : <ol style="list-style-type: none">1. à l'évacuation, sous un délai de deux mois, de l'ensemble des VHU et déchets présents sur son site vers des installations dûment autorisées à les recevoir et transmet, dans le délai maximum de trois mois, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées ;2. à l'interdiction sans délai de tout nouvel apport de véhicules hors d'usage et d'autres déchets sur le site. |
| Constats : Lors de la présente inspection, il a été constaté que le site avait peu évolué par rapport à la précédente inspection du 10 avril 2025. Pour les rares véhicules sortis ou déchets, l'exploitant n'a transmis aucun justificatif d'évacuation et de traitement de ces déchets. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des travaux d'office. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Travaux d'office |